

Communiqué

Paris, le 30/06/2023

MJC de France tient tout d'abord à présenter ses plus sincères condoléances à la famille de Nahel et rappeler que la justice doit être rendue. Dans un État de droit, il n'est pas acceptable qu'un jeune de 17 ans perde la vie dans de telles conditions.

MJC de France tient à apporter son soutien à l'ensemble des habitants, bénévoles, professionnels, élus associatifs et locaux présents au quotidien sur les territoires, qui sont en prise directe avec les tensions de ces derniers jours.

« On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent, mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent » (Berthold Brecht).

Si l'on peut comprendre la colère qui s'est installée dans notre pays, nous déplorons que des lieux ouverts à la population, des espaces éducatifs, des lieux de santé, des lieux de maintien et de développement du lien social, puissent subir des dégradations. Nous apportons notre total soutien aux équipes professionnelles et bénévoles des structures de notre réseau qui ont fait l'objet de lourdes dégradations comme celles de Saint Briec ou d'Hérouville-Saint-Clair. La destruction d'espaces publics, notamment associatifs, sociaux et culturels de ces derniers jours ne contribue en rien à résoudre les difficultés qu'affrontent aujourd'hui notre société. Bien au contraire.

MJC de France tient à rappeler l'importance de son action avec les habitants, les bénévoles, les professionnels, les élus politiques et les militants de l'éducation populaire qui œuvrent et contribuent quotidiennement à l'accompagnement inconditionnel des enfants, des jeunes et des adultes dans l'ensemble du territoire en favorisant le dialogue et l'expression. La vie associative, les services publics, le soutien aux initiatives des habitants dans tous les territoires sont les réponses adéquates pour construire et renforcer le lien social, plus indispensable aujourd'hui que jamais, contribuant ainsi à transformer la société pour la rendre plus vivable et plus solidaire, et faire vivre ainsi la République.